

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le corps électoral sera convoqué à la mi-janvier

La convocation du corps électoral pour les présidentielles d'avril prochain aura lieu à la première quinzaine du mois en cours. L'information a été rendue publique hier par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Tayeb Belaïz, lors d'un point de presse organisé hier en marge de sa tournée algéroise.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Intérieur a évité de s'étaler sur la question. Il s'est seulement contenté de dire qu'une fois que le corps électoral est convoqué, la machine électorale sera mise en marche.

Pour Tayeb Belaïz, toutes les conditions sont réunies pour être au rendez-vous d'avril prochain. Par ailleurs, l'autre sujet que le premier responsable du département de l'intérieur a longuement commenté a trait aux événements de Ghardaïa. Selon lui, «un net retour au calme a été enregistré depuis quelques jours.

Pour preuve, plus de 75% des commerces ont ouvert et 25% autres le seront sans aucun doute incessamment». Pour Tayeb Belaïz, «le gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation et les

discussions engagées avec les représentants des deux communautés ne tarderont pas à porter leurs fruits». C'est dans cette optique, qu'il dira «qu'une charte d'entente, de pardon et de tolérance sera paraphée par les représentants et notables des deux parties».

«Le groupe de travail, présidé par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et ancien wali de Ghardaïa, m'a fourni ce matin plusieurs informations sur des commerçants n'ayant pas repris leurs activités», a précisé le ministre, soulignant que ces derniers «se trouvent dans le quartier du Ksar et appellent à davantage de sécurité».

La commission de sécurité s'est réunie ce matin avec le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et ces commerçants, «et pourront peut-être parvenir à renforcer la sécurité



Tayeb Belaïz.

et à rouvrir le reste des commerces», a-t-il dit. «Concernant les écoles et la rentrée scolaire, 75% des élèves ont repris le chemin de l'école jusqu'à hier (dimanche, ndlr)», a affirmé le ministre, précisant qu'un nombre important de parents au niveau de ce quartier exige la garantie de davantage de sécurité aux élèves».

«Les services de sécurité ont été renforcés ce matin, ce qui permettra le retour de 100% des élèves demain ou après-demain à l'école», a-t-il affirmé. Grâce à la retenue et à la sagesse, les choses sont rentrées dans l'ordre dans la wilaya de

Ghardaïa. Commentant sa tournée algéroise, le ministre de l'Intérieur a tenu à féliciter le travail accompli par certains élus des communes de la wilaya d'Alger à l'image des présidents d'APC de Dar El Beïda, d'Alger-Centre, d'El Harrach, etc.

Il fera savoir à ce sujet que les mesures prises récemment en faveur de la wilaya d'Alger propulseront cette dernière devant des grandes capitales du monde. Il fera savoir à ce propos qu'un Conseil de gouvernement sera prochainement consacré au problème de la circulation automobile dans la capitale.

«Le point le plus urgent sur

lequel il faut insister est celui du problème de la circulation (automobile) qu'il faut arriver à régler le plus vite possible», a expliqué le ministre de l'Intérieur à l'issue d'un exposé sur le plan stratégique de modernisation de la ville.

M. Belaïz a ajouté que les citoyens endurent le martyre pour se déplacer à l'intérieur de la capitale. Il faut accorder toute la priorité à ce problème», avant d'ajouter qu'il y aura «un Conseil de gouvernement consacré aux problèmes de la capitale, dont celui de la circulation automobile». Auparavant, il avait écouté les explications sur les grands thèmes de rénovation et d'aménagement du mobilier urbain prévus par le plan stratégique de modernisation de la capitale (2009-2029).

La stratégie de réhabilitation de la ville d'Alger (2009-2029) est répartie en quatre étapes quinquennales : la première (2009-2014) est axée sur la reconquête du front de mer avec la réhabilitation du centre historique, La Casbah.

A. B.

DÉCRET PORTANT MODALITÉS D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR

L'Algérien devra attendre une année encore

Le décret exécutif portant les modalités d'information du consommateur n'entrera en vigueur que dans une année. Un laps de temps nécessaire aux opérateurs pour s'y conformer. Si ses dispositions sont scrupuleusement respectées, le consommateur saura enfin ce qu'il consomme.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - N'ayant pas fait l'objet de changements depuis 1990, le texte régissant l'information en direction du consommateur a finalement été actualisé.

Il faudra cependant attendre 2015 pour le voir appliqué. Le ministre du Commerce qui présentait hier le texte a justifié cela par la nécessité de laisser aux opérateurs économiques assez de temps pour s'y conformer. Si

le texte est scrupuleusement respecté, les Algériens devraient enfin voir disparaître de véritables objets non identifiés du marché. Le texte introduit en effet de nouvelles dispositions. Il fait référence à de nouvelles mentions comme la vente à distance, la mention Halal, la déclaration des produits allergènes, les pictogrammes et l'étiquetage nutritionnel. Pour ce qui concerne les produits alimentaires, les

mentions obligatoires sont passées de 11 à 15. Les matières premières ne sont pas en reste puisqu'il sera désormais obligatoire de mentionner le numéro de série, la quantité, le pays d'origine et la mention Halal.

Une campagne d'information sera lancée notamment en direction des producteurs durant l'année qui précède l'entrée en vigueur du texte. Certains opérateurs sont en effet réfractaires à tout changement et évoquent l'existence de stocks ne portant pas encore les nouvelles mentions.

N. I.



Mustapha Benbada.

Photo : Samir Sid

55 000 chauffages défectueux saisis

Le nombre des chauffages défectueux et pouvant présenter un danger sur les utilisateurs et saisis aux frontières est passé de 28 000 en octobre à 55 000, selon le ministre du Commerce. Des saisies ont été opérées par les douanes après que le département de Benbada eut fait prévaloir le principe de précaution.

Les capacités de contrôle sont néanmoins réduites puisqu'un seul laboratoire situé à Constantine est en mesure d'effectuer des tests.

Des tests désormais obligatoires pour l'ensemble des appareils de chauffage puisque les contrôleurs ont découvert qu'en dépit de l'existence de certifi-

cats de garantie, beaucoup d'appareils se sont avérés défectueux.

Benbada estime que les accidents dus à l'utilisation du chauffage devraient diminuer puisque, dit-il, son département avait «forcé la main» aux producteurs et importateurs.

Cela dépendra également du respect des conditions d'utilisation des appareils puisque tous les accidents ne sont pas forcément dus à des appareils défectueux. La mauvaise aération et des installations ne respectant pas les normes sont également à l'origine d'accidents mortels.

N. I.

AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS

«Les prix sont libres», selon Benbada

Aucun mécanisme pour peser sur les prix des produits laitiers qui connaissent une hausse depuis quelques jours. Le ministre du Commerce a martelé, une fois de plus, que les prix étaient libres et que son département ne pouvait en aucun cas intervenir.

Cela n'a pas empêché le ministère du Commerce de prendre attache avec les principaux producteurs pour prendre connaissance du volume des augmentations opérées.

Des hausses que le ministre explique par la forte tendance à la hausse enregistrée sur les marchés mondiaux. En octobre, cette hausse était de 18%

avant de grimper à 47% en décembre et à 43% en novembre. Totalement dépendants des prix sur les marchés mondiaux, les opérateurs locaux ont été informés par les services de Benbada qu'ils devaient absolument répercuter la baisse des prix de la matière première sur leurs produits dès que la tendance haussière sera terminée, sous peine de sanctions.

Se voulant rassurant, le ministre du Commerce a affirmé que les analyses qui prédisent des hausses tous azimuts pour 2014 ne sont pas justes et sont démenties par d'éminents analystes.

N. I.